Penser les frontières au Moyen-Orient et au Sahel : enjeux et concepts

Thinking about the borders in the Middle East and the Sahel: issues and concepts

Daniel Meier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/4339>

DOI : 10.4000/ema.4339

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 163-174

ISBN : 9782900956014

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Daniel Meier, « Penser les frontières au Moyen-Orient et au Sahel : enjeux et concepts », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/4339> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.4339>

DANIEL MEIER

PENSER LES FRONTIÈRES AU MOYEN-ORIENT ET AU SAHEL : ENJEUX ET CONCEPTS

RÉSUMÉ

Cet article entend revenir sur le rapport conceptuel entre l'objet frontière et la région du Moyen-Orient et du Sahel. Il se propose de détailler le champ des études spécialisé sur ces questions, les *border studies*. Il s'agira de comprendre en quoi les apports conceptuels de ce domaine d'études permettent de systématiser l'étude des frontières dans cette région et on évaluera les enjeux et les limites de ces conceptualisations dans l'aire concernée. Pour cela, nous examinerons dans un premier temps les enjeux d'une conceptualisation interdisciplinaire articulant espace, pouvoir et identité/altérité. Dans un second temps, les concepts et approches seront détaillés et mis en lien avec la région Moyen-Orient/Sahel pour en montrer les dimensions opératoires et les éventuelles limites. Dans un troisième temps, nous proposerons un exemple d'une recherche de terrain au Liban où le concept de « borderscape » récemment forgé au sein des *border studies* peut être utilisé avec profit.

La première image qui vient à l'esprit lorsqu'on accole « frontières » avec « Moyen-Orient », est celle des accords Sykes-Picot (1916) que la France et la Grande-Bretagne ont élaborés, il y a cent ans, pour se partager le Moyen-Orient sur les décombres de l'Empire ottoman (Barr 2011). Outre le fait qu'il ne s'agissait pas précisément de frontières mais bien de zones d'influence, ces accords n'en sont pas moins devenus, dans le contexte des soulèvements arabes et de la faillite des États post-coloniaux, l'icône de l'hégémonie occidentale sur la région. La mise en scène de « l'effondrement de Sykes-Picot » par l'État islamique en juin 2014 lors de sa prise de contrôle de la frontière syro-irakienne en est la plus directe illustration (Luizard 2015). Quoi qu'il en soit, le renversement de plusieurs régimes autoritaires et la contestation de plusieurs autres ont avant tout soulevé la question de la légitimité des régimes en place, mis en avant des revendications identitaires et donc reposé la question de la nature et de la forme territoriale des États au Moyen-Orient et au Sahel (Heydemann 2016).

Si les États ont surtout été vus comme les garants de l'articulation entre la société et le territoire via la nation (Migdal 2004), les sentiments d'appartenance infra ou supra nationaux sont alors apparus comme producteurs de nouveaux rapports aux territoires, de nouvelles perceptions des frontières, comme l'illustre une récente étude des manuels scolaires de l'État islamique (Cimino 2017). Les frontières sont ainsi revenues au devant de l'actualité par la capacité de nouveaux acteurs à les subvertir et à exporter la violence jusqu'en Europe (Bennafla 2015) mais aussi par la capacité et la volonté des acteurs, États ou groupes armés à en pérenniser l'existence malgré la guerre (Vignal 2017). Si le champ des études sur les frontières au Moyen-Orient est plutôt récent et marqué par des divisions disciplinaires, les recherches n'en sont pas moins significatives quant aux questionnements sur les États (Balanche 2006 ; Bocco et Meier 2005 ; Brandel 2006 ; Kaufman 2014 ; Lundgren-Jörum 2014 ; Natali 2010 ; Parizot et Latte-Abdallah 2014 ; Roussel 2014) tandis que les travaux plus anciens soulignaient déjà les faiblesses ou apories des processus de territorialisation (Schofield 1993). De récentes recherches ont mis en exergue l'importance des enjeux de pouvoir qui se jouent aux marges des États (Del Sarto 2017 ; Meier 2016 ; Visser, Stansfield 2007) tant en ce qui concerne les fragilités intrinsèques des régimes que les dynamiques centrifuges qui existent en leur sein (tribus, communautés, régions).

Notre questionnement voudrait ici insister sur le rapport conceptuel entre l'objet frontière et la région du Moyen-Orient et du Sahel, à la lumière du champ des études spécialisé sur ces questions, les *border studies*. Il s'agit de se demander ce que ce champ d'étude pourrait apporter au Moyen-Orient sur un plan conceptuel pour systématiser l'analyse portant sur les questions de frontières. On se demandera également ce que l'aire culturelle du Moyen-Orient/Sahel apporte aux *border studies* avec ses spécificités propres.

Afin de répondre à ce double questionnement, ce texte examine tout d'abord les enjeux d'une conceptualisation interdisciplinaire articulant espace, pouvoir et identité/altérité. Dans un second temps, les concepts et approches seront détaillés et mis en lien avec la région Moyen-Orient/Sahel pour en montrer les dimensions opératoires. Dans un troisième temps, nous proposerons une recherche de terrain où le concept de *borderscape* récemment forgé au sein des *border studies*, peut être utilisé avec profit.

LES ENJEUX D'UNE CONCEPTUALISATION INTERDISCIPLINAIRE

La dimension interdisciplinaire semble être un des éléments notables des *border studies* anglo-saxonnes et les appartenances disciplinaires variées des participants du réseau de l'Association of Borderlands Studies (ABS) en sont un indicateur. Un autre indicateur est constitué par plusieurs tentatives théoriques (Brunet-Jailly 2011 ; Parker & al. 2009 ; Popescu 2012) visant à penser de façon inter/transdisciplinaire l'objet frontière. Mais force est de reconnaître la difficulté de l'exercice et la permanence, notamment dans les études en langue française, du prisme disciplinaire ainsi que d'une connaissance encore timide des recherches anglo-saxonnes dans les *border studies*.

De fait : comment conceptualiser l'objet frontière ? Comment penser conjointement des processus contradictoires avec d'une côté la contestation, voire l'abolition de frontières internationales par des acteurs non-étatiques comme ce fut le cas avec l'organisation État islamique et de l'autre, le renforcement sécuritaire des frontières terrestres par l'érection de barrières et de murs aux frontières comme on a pu le voir en Arabie Saoudite ? L'enjeu dépasse nettement l'objet lui-même pour mettre en relation un ensemble plus large (État, souveraineté, identités infra/supra/nationales) qui a historiquement constitué l'objet frontière pour finir par le confiner à une représentation limitée à sa fonction. Les frontières sont depuis lors classiquement abordées par les politologues comme enveloppes d'État et limites de la souveraineté nationale. Les anthropologues en ont fait des objets d'études à partir des acteurs qui vivent dans les régions frontalières et les premiers géographes en ont longtemps cultivé une représentation linéaire qui reste attachée dans nos représentations aux cartes des atlas.

C'est à la jonction de ces champs scientifiques que l'on a vu émerger un domaine spécifique d'études, les *border studies*, qui, dès les années soixante, s'est penché plus systématiquement sur l'impact et les conséquences sociales et politiques de *la frontera*, la frontière États-Unis/Mexique. Impulsé par les géographes du politique, cette façon d'aborder la frontière a connu un développement international en raison de la chute du mur de Berlin qui, durant les années 1990, fit croire à l'obsolescence des frontières dans un contexte de mondialisation. Le tournant du millénaire conduisit à une double révolution. Empirique d'abord avec le 11 septembre 2001 qui fit ressurgir la saillance des

frontières, notamment à travers leur « sécuritisation » (*securitization*). Théorique ensuite avec le *spatial turn*, un renversement de paradigme en géographie qui reconnaît l'espace comme une construction sociale, comme étant à la fois un cadre des pratiques sociales autant qu'une représentation spatiale des sociétés (Debarbieux 1995). Ce qui au niveau des frontières établit une rupture avec la conception traditionnelle de la frontière comme ligne au profit d'une vision socio-culturelle et discursive des pratiques et perceptions des acteurs sur/autour de celles-ci. Ces nouvelles approches au sein des *border studies* ont élargi et approfondi le spectre d'analyse en l'étendant aux régions frontalières et aux processus politiques, sociaux et culturels permettant de cerner autrement les espaces frontaliers (Popescu 2012).

C'est ainsi que l'idée de la frontière comme processus a été formulée avec la notion de *bordering*, traduisible par « frontiérisation », remplaçant l'acceptation par trop fixiste de *border* au profit d'un outil pouvant saisir la frontière de façon dynamique. Cette conception implique l'étude de l'espace social des régions frontalières, de ses processus socio-historiques ainsi que de tous les types d'acteurs, notamment non-étatiques, qui sont impliqués dans ce travail de co-construction du fait frontalier, ce que Rumford (2012) appelle *border-work*. Depuis les années 1990, un grand nombre de spécialistes des frontières en science politique, géographie et anthropologie ont souligné le lien qui existe entre les frontières entendues comme des processus et les constructions identitaires. Au début des années 2000, l'on vit ainsi des initiatives qui visaient à lier ces domaines au plan conceptuel. Ainsi chez les internationalistes, la réflexion porta sur la possibilité de penser au-delà d'une vision disciplinaire les relations entre les frontières (*borders*) en tant qu'elles induisent des formes d'ordonnement social et politique (*orders*) et sont toutes deux liées à des identités spécifiques (*identities*). Cette combinatoire ou « ensemble dynamique et processuel » (Albert et al, 2001 : 2) fut travaillé par des géographes qui reformulèrent cette articulation en liant la « frontiérisation » (*bordering*) au processus d'ordonnement sociopolitique (*ordering*) et à celui de la construction de la figure de l'autre (*othering*). Henk Van Houtum et Ton Van Naerssen (2002 : 134) rappellent ainsi que la construction de l'altérité par la territorialisation et l'établissement d'un ordre social est intrinsèquement lié à notre perception des frontières¹. Là où la frontiérisation renvoie à la définition de la souveraineté sur un territoire défini, le processus d'ordonnement réfère avant tout à la construction identitaire et politique, au sens, aux normes et aux symboles qu'une société se donne pour fonctionner. Enfin, le processus de construction de l'altérité – qu'il s'agisse aussi bien de l'allié que de l'ennemi – est l'une des facettes de la construction d'une identité collective en tant qu'elle est liée à un territoire spécifique. En résumé,

1 La citation en anglais est la suivante : “making others through a territorial fixing of order is intrinsically connected to our present image of borders”.

la conceptualisation au sein des études sur les frontières contemporaines souligne bien la connexion qui existe entre territoire, identité et souveraineté (Van Houtum 2010).

DES CONCEPTS ET LEURS USAGES

La langue anglaise distingue habituellement entre la frontière physique (*border*), la frontière symbolique (*boundary*)² et le limes de l'empire (*frontier*), les deux premiers termes étant suivant les époques interchangeables chez les auteurs anglo-saxons (Rankin et Schofield 2004). L'intérêt de ces déclinaisons permet de souligner qu'en anglais la frontière est identifiée à ce qui lie (cf. le verbe *to bound*) alors qu'en français la frontière s'apparente au front militaire, c'est-à-dire à ce qui sépare. Le vocabulaire anglo-saxon, davantage relationnel et plus riche, fournit ainsi un plus large spectre de ce qui peut être a priori entendu par frontière. Dans les *border studies*, la littérature a décliné trois notions qui viennent distinguer trois types différents de frontières : la ligne frontière, la région frontalière et la frontière réseau (Popescu 2012). Cette distinction découle précisément de tournant spatial (*spatial turn*) qui, en mettant l'accent sur la dimension à la fois matérielle et symbolique de la frontière, permettait d'y projeter la production identitaire comme élément constitutif de sa définition (Brunet-Jailly 2004 ; Donnan et Wilson 1999 ; Paasi 1996 ; Prokkola 2010).

La première notion renvoie à la délimitation physique au sol ou aux confins des eaux territoriales lors du marquage des zones économiques exclusives. Force est pourtant de relever le caractère beaucoup plus éluéif de ces marquages sur le terrain par rapport à ce qu'une carte peut en montrer. En tout état de cause, la persistance des lignes frontalières, malgré l'avènement d'une ère post guerre froide de pacification de l'axe Est-ouest, avec 26 000 km de nouvelles frontières (Foucher 2007) qui ont émergé depuis lors – qui plus est avec un regain de construction de barrière et murs aux frontières depuis le 11 septembre 2001 (Diener, Hagen 2009 ; Jones 2009). Ce premier axe d'étude concerne les enjeux d'immigration et la politique de sécurité appliquée par certains États à leurs frontières, comme on l'a vu un peu partout au Moyen-Orient avec l'érection de frontières murées sur des segments et portions de frontières, depuis 2001. Il englobe aussi la question de l'industrie liée à la fabrication de dispositifs et murs frontaliers et bien sûr l'impact de telles constructions sur les communautés avoisinantes et sur les flux à la frontière. L'enjeu de telles constructions frontalières, comme le rappelle Wendy

2 La définition de *boundary* dans le Oxford English Dictionary sert à indiquer les limites «of anything whether material or immaterial, also the limit itself» montrant ainsi l'usage potentiellement élargi du terme.

Brown (2009), renvoie autant à l'érosion des souverainetés qu'aux tentatives des régimes de reprendre le contrôle sur leurs sujets.

Or cette vision aurait tendance à occulter que le Moyen-Orient regorge de lignes frontières des plus approximatives ou floues. On peut rappeler à cet égard l'absence de marquage sur de nombreux segments frontaliers jusqu'à il y a peu, par exemple entre la Syrie et ses voisins arabes (à l'exception de la Jordanie), voire le caractère très approximatif du tracé syro-libanais ou plus théorique et poreux dans les confins désertiques du Sahel. Les tracés des cartes topographiques ne doivent donc pas nous abuser ; la région ici étudiée oscille entre des murs et des espaces ouverts en raison même d'un environnement naturel marqué par les zones arides et très peu peuplées. En ce sens, la ligne frontière n'est que partiellement signifiante au Moyen-Orient et au Sahel, les coûts de sa sécuritisation et les difficultés (voire litiges potentiels) de son marquage montrent quelques limites de ce concept en révélant les enjeux connexes qui ont parties liées avec les politiques migratoires, les relations inter-étatiques et les enjeux de sécurité et de légitimité des régimes.

Les régions frontalières (*borderlands*) sont moins facilement repérables dans la mesure où elles ne possèdent pas de signes distinctifs. Toutefois, leurs environnements et leurs paysages ainsi que leur relation avec le centre les distinguent du reste du territoire de l'État. Cela souligne bien leur relation de proximité avec le processus de fabrication de la frontière, plus ou moins violent, et qui laisse toujours en suspens des revendications non résolues (Rumley, Minghi 1991). Elles peuvent être étudiées en se focalisant sur les minorités ethniques, les communautés reléguées aux périphéries des États ou par l'étude des échanges transfrontaliers et des solidarités entre communautés localisées des deux côtés de la frontière, suivant des affiliations politiques, sociales, religieuses ou ethniques. Les régions frontalières offrent ainsi un angle de vue privilégié pour analyser les confrontations avec l'altérité et renvoient clairement à l'élaboration des identités et frontières des groupes sociaux (Paasi 1996).

Au Moyen-Orient et au Sahel, l'étude des populations nomades a reposé la question des souverainetés des États tout en mettant en avant des inventions territoriales qui répondent à des logiques tribales – comme on le voit par exemple avec les enclaves émiraties en territoire omanais – qui toutefois se conjuguent avec un processus général de sédentarisation des nomades. La marginalisation sociopolitique de ces acteurs « problématiques » du point de vue des délimitations stato-nationales a fini par montrer assez fortement dans presque chaque État de la région le lien qui existe entre le tracé des frontières et les catégories socio-spatiales des populations vivant dans leurs marges. Le Moyen-Orient vient donc souligner qu'au-delà des « régions frontalières », il y a le poids, la mémoire et la cohérence sociale des zones transfrontalières pré-étatiques comme la Jazira syro-turque, le Jabal Amel, la Galilée ou la zone frontalière partagée par les pasteurs entre le Nord et le Sud Soudan. Certaines études de terrains menées dans les marges des États ont par ailleurs

mis en exergue les hybridations des structures étatiques autant que leur adaptation face aux logiques communautaires, locales ou tribales (Ababsa 2005 ; Matthiesen 2015 ; Poupart 2017).

La troisième catégorie de frontières qui a émergé de la littérature au sein des *border studies* est celle des frontières réseaux (*networked borders*) (Walter 2004 ; Rumford 2006). Cette catégorie montre la dimension spatiale de la fabrication des frontières, leurs avènements, transformations et émiettements au travers des sociétés, en-deçà et au-delà de la ligne frontière. Les progrès technologiques et le processus de mondialisation ont conduit au développement de banques de données numériques qui circulent d'un État à l'autre. Le système de scanning enregistre les données et contrôle les mouvements des personnes avant même qu'elles n'atteignent les frontières de l'État et n'entrent sur son territoire. La frontière est ainsi devenue mobile, fonctionne en réseaux de données et n'est plus à proprement parler rattachée au territoire. Certains ont dès lors parlé d'un processus de pixellisation de la frontière (Bigo et Guild 2008) montrant que la mondialisation était un vecteur de multiplication des points de contrôle frontaliers. Le corollaire de ce processus est celui de l'individualisation de la frontière, sorte d'effet paradoxal de la mondialisation qu'évoquent Anne-Laure Amilhat et Frédéric Giraut (2015) comme résultante du mode de gouvernementalité des systèmes frontaliers, ce qu'ils appellent la « frontièrité » (*borderity*). En suivant Saskia Sassen, on pourrait dire que l'identité des acteurs a incorporé la frontière. Ceci est particulièrement visible et significatif à l'échelle de l'Europe où grâce à la coopération des secteurs de la sécurité et via des banques de données, le lien a été clairement opéré entre identité et contrôle par le truchement des autorités nationales territorialisées. En d'autres termes, les régimes frontaliers que les politiques migratoires ont mis en place ont eu un effet de renforcement de la dynamique d'individualisation de la frontière, c'est-à-dire de contrôle des identités aux limites (mais aussi à l'intérieur) des territoires.

Au Moyen-Orient, les frontières réseaux s'illustrent particulièrement bien lorsqu'il est question des réfugiés. Avec cette conceptualisation, origine, classe sociale, ethnie ou religion deviennent autant de catégories qui permettent d'identifier, classer et contrôler les mouvements plus facilement tant sur le plan intérieur (des États) qu'à l'international. Dans les camps mais aussi hors des camps, ils peuvent être suivis et contrôlés à tous moments, les banques de données produisant chez les réfugiés un constant effet de réassignation à leur statut précaire. Ce système de contrôle, qui pour ces acteurs fragilisés morcelle l'espace, est devenu visible d'abord avec la question palestinienne et le système de contrôle et restrictions appliqués aux mouvements des réfugiés palestiniens au sein même et hors des territoires palestiniens occupés (Romani 2011). Il s'est encore accru à l'échelle de la région avec la crise syrienne et la diffusion de bases de données permettant de systématiser le contrôle des réfugiés, notamment en Jordanie via la politique de mise en camps développée par le ministère de l'Intérieur avec, là aussi, tout un jeu de

documents d'identités renvoyant à des banques de données (Achilli 2015). Dès lors, cette frontière « embarquée dans le flux » (Sassen 2006) change le vecteur de la relation : ce n'est plus la frontière qui contrôle les identités, mais les identités qui déterminent les possibilités de franchissement des frontières. Une réalité particulièrement visible lorsqu'on ouvre le questionnement sur la circulation des réfugiés : chaque passage frontalier porte en lui un effet de stigmatisation, limite et délimite le champ du possible, souvent très restreint (Puig 2013 ; Meier 2016). Au revers de ces destins fragmentés, on voit aussi plus clairement à l'œuvre la montée au Moyen-Orient d'un processus de « frontièrisme » (*borderity*) en raison de la mise en réseaux des banques de données frontalières, c'est-à-dire de sécuritisation, de contrôle, en un mot de la gouvernementalisation des régimes frontaliers.

UN EXEMPLE DE TERRAIN : LES *BORDER STUDIES* AU SUD LIBAN

Depuis quelques années, plusieurs chercheurs ont développé la notion de « borderscapes » (Rajaram, Grundy-Warr 2008 ; Amilhat-Szary 2012) afin de rendre compte de l'appropriation que les acteurs locaux effectuent des espaces frontaliers, qu'il s'agisse de transformation du sens et/ou de l'esthétique de la région frontalière. Le terme renvoie implicitement à d'autres « -scapes » popularisés par la réflexion d'Arjun Appadurai (1996) sur la dimension culturelle de la globalisation et privilégiant une lecture par la fluidité, les changements et faisant la part belle aux imaginaires individuels. Dans le cas des *borderscapes* les usages qui peuvent en être faits, comme le suggère Brambilla (2014), permettent de se recentrer sur les pratiques des acteurs en tant qu'ils façonnent leur environnement, notamment dans les espaces périphériques et frontaliers, par la déconstruction (*de-bordering*) et la reconstruction de ceux-ci (*re-bordering*), proposant ainsi un imaginaire propre de la frontière.

Dans le cadre d'une recherche liée au programme européen EUBORDERS-CAPES, nous avons mené une étude qui propose un usage possible parmi d'autres de cette notion de *borderscape*. Le terrain d'enquête est celui du musée-mémorial de Mleeta, érigé par le Hezbollah au Sud Liban, sur le site d'une ancienne place forte du mouvement chiite, situé à la lisière de la zone frontalière occupée où était déployée l'Armée du Liban Sud (ALS) pro-israélienne entre 1985 et 2000 (Meier 2015). Cette bande territoriale de 850 km² longeant la frontière septentrionale du Liban avait été initiée par Israël en 1976 dans le contexte de la guerre civile. Initialement il s'agissait pour Israël de soutenir des milices villageoises chrétiennes, constituées d'anciens conscrits de l'armée libanaise démobilisés, afin de contrer les incursions de fedayins palestiniens à travers la frontière. L'invasion israélienne de 1978 unifia ces milices sous un commandement opérationnel libanais (le major Haddad) encadré et financé par l'armée israélienne (Hamizrachi 1988). Cette « Armée du Liban libre », selon la terminologie originelle, fut reconnue par le gouvernement israélien en 1979 et en 1984,

après l'échec du projet politique consécutif à l'invasion de 1982, retrouva sa fonction première de gardienne de la zone frontalière sous le nom de « Armée du Liban Sud ». C'est à partir de son établissement au Sud Liban en 1985 que le Hezbollah commença à mener, depuis son centre opérationnel de Mleeta, des opérations de harcèlements aux abords et dans la zone occupée et ce, jusqu'à son démantèlement en mai 2000.

Le musée commença à être pensé après la guerre de juillet 2006 où l'armée israélienne fut mise en échec sur le terrain du Sud Liban dans sa tentative d'invasion et de destruction du Hezbollah. L'ambition de ce musée est celui de proposer une lecture en transformant le site de l'ancienne place forte en un mémorial commémorant la résistance livrée à Israël et à l'ALS durant ces quinze années. Dans ce lieu qu'il a érigé, le parti de Dieu a réussi à y formuler une vision propre de l'espace, de la territorialité et de la souveraineté, par contraste avec un récit (ou plutôt une absence de récit) de l'État libanais à propos de l'épisode de la guerre au Sud Liban. Le Hezbollah y livre sa vision de l'histoire du Sud Liban, centrée sur son action de résistance et son rapport agonistique avec Israël, une lecture qui occulte bien des étapes avant son existence mais surtout qui mentionne à peine les autres mouvements de résistance (palestinienne ou libanaise) qui ont également écumé la région avant que le parti de Dieu y monopolise l'action militaire.

Outre cette dimension idéologique, différentes productions culturelles observables sur le site et explicitées par des designers locaux du parti constituent des pratiques alternatives de cet espace frontalier – cela va de l'architecture des bâtiments à la disposition symbolique du musée dans et autour de la colline de Mleeta. Ce musée se présente comme une illustration de l'imaginaire alternatif de la frontière mis en forme par un groupe politique communautaire. Il souligne la dimension normative de la frontiérisation (*bordering*) et la dimension politique de son discours. Cette re-construction narrative et esthétique de l'ancienne zone de front militaire a été réinvestie en un musée ; ce dernier peut être lu comme une narration de l'expérience de la frontière en lien avec une représentation spécifique. Le Hezbollah y transforme son expérience de résistance armée en discours, en mémoire et en lieu de commémoration via des objets, des images et des symboles qui ont une visée à la fois éducative et touristique – selon les concepteurs. Ainsi, le paysage de la région de Mleeta est un marqueur identitaire, un lieu de production identitaire où se déroule un processus quotidien de frontiérisation, au fur et à mesure que des milliers de visiteurs le parcourent.

Dans ces lignes, nous avons tenté de présenter brièvement quelques enjeux et concepts inhérents au sens que revêt la frontière aujourd'hui (Amilhat-Szary 2015). Au-delà des cas particuliers du Moyen-Orient et du Sahel, l'impact intellectuel du *spatial turn* dans les représentations scientifiques du fait frontalier et ses déclinaisons interdisciplinaires au sein des *border studies* ont été mis en avant. Nous avons vu ainsi le contexte d'émergence de la conception de la frontière comme processus (*bordering*), et

pourrait-on dire, comme fait social total puisque ce processus spatial implique de le penser conjointement avec un processus d'identité collective (*othering*) et de relation de pouvoir (*ordering*). Sur cette base, de nouvelles spécifications ont ensuite distingué la nature et le genre de frontière auxquelles on a affaire de nos jours avec les trois concepts de lignes frontières (*border line*), régions frontalières (*borderlands*) et frontières réseaux (*networked borders*). L'espace conceptuel s'est également enrichi avec la pensée foucaldienne qui permet de penser les régimes frontaliers comme mode de gouvernementalisation (*borderities*). Enfin, dans la dernière partie, l'inspiration des travaux anthropologiques sur la culture souligne le travail de dé/re-construction empirique et imaginaire des espaces frontaliers par les acteurs non étatiques avec la notion de *borderscapes*. À ce titre, le cas du musée du Hezbollah à Mleeta a proposé une articulation mêlant identité, symboles et culture dans un objet de consommation touristique et ludique.

BIBLIOGRAPHIE

- Ababsa M., 2005, « Frontières de développement en Syrie. L'adaptation du projet ba'ithiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazira », *A contrario*, vol. 3, n° 2, p. 11-25.
- Achilli L., 2015, *Syrian Refugees in Jordan: A Reality Check*, Migration Policy Center, EUI, Florence.
- Albert M., Jacobson D., Lapid Y. (eds), 2001, *Identities, Borders, Orders. Rethinking International Relations Theory*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Amilhat-Szary A.-L., 2015, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?*, Paris, PUF.
- Amilhat-Szary A.-L., Giraut F. (eds), 2015, *Borderities and the Politics of Contemporary Mobile Borders*, London, Palgrave.
- Appadurai A., 1996, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Balanche F., 2006, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala.
- Barr J., 2011, *A Line in the Sand. Britain, France and the Struggle that shaped the Middle East*, London, Simon & Shuster.
- Bennafla K., 2015, « Tournant frontalier au Maghreb et au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n° 94, p. 133-144.
- Bennafla K., (dir.) 2017, « La frontières dans tous ses états », *Confluences Méditerranée*, no 101, Paris, L'Harmattan.
- Bigo D., 2011, « Frontière, territoire, sécurité, souveraineté », disponible sur Ceriscope, <http://ceriscope.sciences-po.fr>, consulté le 2 février 2017.
- Bigo D., Guild E., 2008, "The Transformation of the European Border Controls", Paper presented at the Modern Law Review seminar on *Extraterritorial Immigration Control: Legal Challenges*. Queen Mary, June.
- Bocco R., Meier D. (eds), 2005, « Frontières au Moyen-Orient », *A contrario*, vol. 3, n° 2.

- Brambilla C., 2015, "Exploring the critical potential of the Borderscapes concept", *Geopolitics*, vol. 20, n° 1, pp. 14-34.
- Brandell I., 2006, *State Frontiers. Borders and Boundaries in the Middle East*, London, I.B. Tauris.
- Brunet-Jailly E., 2004, "Toward a Model of Border Studies", *Journal of Borderlands Studies*, vol. 19, n° 1, pp. 1-18.
- Cimino M., 2017, « Penser la spatialité en Islam militant : le cas des manuels scolaires de géographie de l'État islamique (2015-2016) », *Confluences Méditerranée*, n° 101, p. 81-96.
- Debarbieux B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, vol. 24, n° 2, p. 97-112.
- Del Sarto R. (ed.), 2017, "Contentious Borders in the Middle East and North Africa », *International Affairs*, vol. 93, n° 4.
- Diener A., Hagen J., 2009, « Theorizing Borders in a 'Borderless World': Globalization, Territory and Identity", *Geography Compass*, vol. 3, n° 3, pp. 1196-1216.
- Donnan H., Wilson T.M., 1999, *Borders. Frontiers of Identity, Nation and State*, Oxford, Berg.
- Foucher M., 1990, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.
- Foucher M., 2007, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin.
- Hamirzachi B., 1988, *The Emergence of the South Lebanon Security Belt. Major Saad Haddad and the Ties with Israel, 1975-1978*, New York, Praeger.
- Heydemann S., 2016, "Explaining the Arab Uprisings: Transformations in Comparative Perspective", *Mediterranean Politics*, vol. 21, n° 1, pp. 192-204.
- Hof F. C., 1984, *Galilee Divided. The Israeli-Lebanon Frontiers 1916-1948*, Boulder (Co), Westview Press.
- Jones R., Johnson, C., 2014, "Where is the border?" in R. Jones & C. Johnson (eds), *Border in Everyday Life*, Farnham, Ashgate, pp. 1-11.
- Kaufman A., 2014, *Contested Frontiers in the Syria-Lebanon-Israel Region. Cartography, Sovereignty, and Conflict*, Washington D.C., Woodrow Wilson Center Press.
- Luizard P.-J., 2015, *Le piège Daech*, Paris, La Découverte.
- Lundgren-Jörum E., 2014, *Beyond Syria's Borders. A History of Territorial Disputes in the Middle East*, London, I.B.Tauris.
- Matthiesen T., 2015, *The Other Saudis. Shiism, Dissent and Sectarianism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Meier D., 2015, "From Frontline to Borderscape: The Hizbullah Memorial Museum in South Lebanon", in C. Brambilla and alii (eds), *Borderscapes: Imaginations and Practices of Border Making*, Farnham, Ashgate, pp. 77-86.
- Meier D. (dir.), 2016, « Les frontières dans le monde arabe », *Orients Stratégiques*, n° 4, Paris, L'Harmattan.
- Natali D., 2010, *The Kurdish Quasi-State. Development and Dependency in Post-Gulf War Iraq*, New York, Syracuse University Press.
- Paasi A., 1996, *Territories, Boundaries and Consciousness: The Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*, Chichester, Wiley & Co.
- Parizot C., Latte-Abdallah S. (dir.), 2012, *À l'ombre du Mur. Israéliens et Palestiniens entre séparation et occupation*, Paris, Actes Sud/MMSH.

- Popescu G., 2012, *Bordering and Ordering the Twenty-first Century. Understanding Borders*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- Poupart P., 2017, « L'Azawad comme enjeu des négociations de paix au Mali : quel statut pour un territoire contesté ? », *Confluences méditerranée*, n° 101, p. 97-112.
- Prokkola E.-K., 2009, "Unfixing Borderland Identity: Border Performances and Narratives in the Construction of Self", *Journal of Borderlands Studies*, vol. 24, n° 3, pp. 21-38.
- Puig N., 2015, "Lost in Transition: Ordeals of Passage of Palestinian Refugees in Lebanon", *Mediterranean Politics*, vol. 18, n° 3, pp. 394-410.
- Rajaram P. K., Grundy-Warr C. (eds), 2007, *Borderscapes: Hidden geographies and politics at territory's edge*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Romani V., 2011, « Entre gouvernement et mise à distance des Palestiniens des Territoires occupés. Les paradoxes d'un système d'encartement pluriel », in al-Husseini J., Signoles A., *Les Palestiniens entre État et diaspora. Le temps des incertitudes*, Paris, IISMM-Karthala, p. 95-118.
- Rumford C., 2006, "Introduction: Theorizing Borders", *European Journal of Social Theory*, vol. 9, n° 2, pp. 155-169.
- Rumford C., 2012, "Towards a Multiperspectival Study of Borders", *Geopolitics*, vol. 17, no 4, pp. 887-902.
- Rumley D. R., Minghi J. (eds), 1991, *The Geography of Border Landscapes*, London, Routledge.
- Rankin K.J., Schofield R., 2004, "The Troubled Historiography of Classical Boundary Terminology", *Mapping Frontiers, Plotting Pathways*, Ancillary Paper 2 - IBI working paper n° 41. <https://www.qub.ac.uk/research-centres/CentreforInternationalBordersResearch/Publications/WorkingPapers/MappingFrontiersworkingpapers/Fileupload,175431>, consulté le 23 mai 2017.
- Sassen S., 2006, *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblage*, Princeton, Princeton University Press.
- Schofield R. (ed.), 1993, *Territorial Foundations of the Gulf States*, London, UCL Press.
- Van Houtum H., 2010, "Human blacklisting: the global apartheid of the EU's external border regime", *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 28, pp. 957-976.
- Van Houtum H., Van Naerssen T., 2002, "Bordering, Ordering and Othering", *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 93, n° 2, pp. 125-136.
- Visser R., Stansfield G. (eds.), 2007, *An Iraq of Its Regions. Cornerstones of a Federal Democracy?* London, Hurst.
- Walters W., 2006, "Border/control", *European Journal of Social Theory*, vol. 9, n° 2, pp. 187-204.
- Widdis R., 2005, « Migration, Borderlands, and National Identity » in J. Bukowczyk & al. (eds), *The Great Lakes Basin as Transnational Region*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, pp. 152-174.